

Les leçons de la pandémie

Par Philippe Langevin

Le Mouvement entame un cycle de réflexions et de propositions pour engager efficacement la lutte contre la pauvreté à Marseille et dans la métropole Aix-Marseille-Provence. Pour ouvrir ce cycle, l'économiste Philippe Langevin nous propose une contribution où il est question d'intégrer les premières leçons d'une pandémie qui va longtemps bouleverser le paysage politique, économique et social mondial. Il revient sur la France de l'avant Covid-19, sur les étapes de la pandémie et du confinement avant d'en décrire les conséquences économiques et sociales et de proposer de premières pistes de solutions avec le soutien des réflexions d'écrivains, de géographes, d'historiens, de philosophes et d'économistes.

Le monde d'avant

Avant que cette pandémie redoutable n'envahisse nos vies et ne mette à l'arrêt notre économie, nous n'étions pas dans le meilleur des mondes. Notre économie languissante n'offrait déjà pas assez d'emplois à tous les actifs, notre société vieillissante était profondément inégalitaire, nos concitoyens pessimistes et notre avenir incertain. C'était d'ailleurs la situation de la plupart des pays Européens dans un contexte international marqué par le désengagement des États-Unis, la montée de la Chine comme nouveau pôle de croissance mondial et l'incapacité de l'Union Européenne à porter un projet à l'échelle de ses ambitions. L'impact du changement climatique sur toutes les économies du monde assurait un lien d'incertitudes et d'interrogations entre les politiques nationales et internationales.

« Dès lors, l'État était davantage considéré comme une charge que comme porteur de l'intérêt général »

La pensée politique et économique dominante était celle d'un néolibéralisme construit sur quelques certitudes peu remises en cause : le rôle premier des marchés dans l'allocation des

ressources, l'avantage collectif d'une mondialisation des échanges et de la culture, la place prépondérante de l'individu par rapport au collectif. Dès lors, l'État était davantage considéré comme une charge que comme porteur de l'intérêt général et les grands systèmes sociaux (éducation nationale, santé, culture, justice, police...) étaient privés des moyens publics nécessaires à leur bon fonctionnement. L'économie keynésienne était un vague souvenir.

Les préoccupations des français et les questions qu'ils se posaient étaient principalement d'ordre social (avec le mouvement des gilets jaunes), l'environnement (avec le changement climatique) et l'économie (avec la baisse du pouvoir d'achat des ménages). La santé n'était pas vue comme un problème, malgré les alertes de l'hôpital public et les grèves répétées dans les services des urgences.

Au niveau politique, une présidence imprévue entendait bousculer la vie des partis et proposer un nouveau destin aux français en renouvelant la façon de faire de la politique. Néanmoins, l'idéologie qui soutenait cette ambition était celle de la confiance accordée aux marchés et de la méfiance reconnue aux institutions : administrations, partenaires sociaux, collectivités territoriales. La liberté avait gagné par rapport à la solidarité, les jacobins avaient vaincu les girondins, comme toujours d'ailleurs. Des techniciens de talent issus des

grandes écoles ramenaient la gestion de l'État à une simple question financière : faire des économies à tout prix. La santé en sera une des premières victimes. 17 500 lits ont été supprimés en 6 ans.

Le cataclysme

Apparu fin 2019 dans la province chinoise de Wuhan, le coronavirus fait partie de la vaste famille de virus extrêmement contagieux. D'origine animale (chauve-souris ou pangolin), Il s'est rapidement diffusé dans le monde entier à partir de la Chine.

« La France a cru, en mobilisant son corps médical, échapper au désastre que l'Europe n'a pas vu venir »

4 millions de personnes ont été infectées en quelques semaines, 300 000 en sont mortes. D'abord limité à l'Asie du sud-est, le virus s'est rapidement étendu à toute l'Europe, puis aux États-Unis et au reste du monde. La France a cru, en mobilisant son corps médical, échapper au désastre que l'Europe n'a pas vu venir. L'augmentation rapide de la mortalité a imposé des mesures contraignantes pour éviter la propagation du virus. Tous les débats en cours sont alors suspendus. On ne parle plus de la réforme des retraites, ni du plan pauvreté, ni de la réforme de l'éducation nationale, ni de l'accueil des réfugiés.

La loi du 23 mars 2020 prévoit la possibilité de déclarer l'état d'urgence sanitaire par décret. Le dernier en prolonge l'application jusqu'au 10 juillet 2020. Pendant l'état d'urgence sanitaire les pouvoirs du premier ministre sont élargis. Il est autorisé à prendre directement des mesures limitant les libertés. C'est ainsi que la France est confinée à partir du 17 mars 2020 avec toutes les obligations qui en découlent (restriction des déplacements, gestes barrières, fermeture des écoles et de lieux publics, impossibilité pour les familles de rendre visite à leurs proches en EPHAD...). La rapide augmentation des cas d'infection, d'hospitalisation en réanimation et de décès dépasse rapidement les capacités des hôpitaux qui doivent faire appel au volontariat de personnel de santé, aux cliniques privées, aux médecins de ville, aux

pays étrangers et même au service de santé des armées ; du jamais vu !

Devant une épidémie mal connue, les pouvoirs publics hésitent avant de définir des comportements adaptés. Les scientifiques (virologues, infectiologues...) sont mobilisés pour suivre les mesures prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire. La pénurie constatée de matériel (respirateurs, masques, médicaments...) et l'épuisement du personnel médical rendent la situation encore plus difficile.

Économiquement, le pays est à l'arrêt. L'État doit prendre des mesures exceptionnelles (prêts, subventions, exonérations, garanties d'emprunt...) pour limiter les faillites et aider la partie de la population la plus pauvre à se nourrir. Une grande partie de la population, celle qui vivait de petits boulots, du produit des poubelles, de la mendicité et de l'économie informelle s'est brutalement retrouvée sans aucune ressource.

En l'espace de quelques semaines la crise sanitaire a plongé l'économie mondiale, et notamment française, dans une crise totalement imprévue, lourde en pertes de vie humaine et en obligations sanitaires invraisemblables, incompatibles avec toute vie sociale. Et tandis que des milliards coulaient à flot grâce à la planche à billet pour éviter les faillites et secourir les ménages, le PIB reculait de 5,8% au premier trimestre 2020 ; c'est la plus forte baisse d'activité en France depuis 1949. On peut s'attendre dans les mois qui viennent à une augmentation sensible du chômage, une progression de la pauvreté et une crise économique et sociale de grande ampleur. Le déconfinement commence progressivement en France à partir du 11 mai.

Coronavirus Situation au 11 mai 2020			
Pays	Cas	Décès	Fin du confinement
Allemagne	172 295	7 611	04-mai
Belgique	53 449	8 707	03-mai
Chine	82 918	4 633	25-mars
Espagne	268 143	26 744	09-mai
Etats-Unis	1 379 452	81 285	
France	117 423	26 643	11-mai
Iran	109 286	6 685	
Italie	219 814	30 739	03-mai
Royaume Uni	223 060	32 065	07-mai

Comprendre l'in vraisemblable

Il y a sûrement de nombreuses explications à cette situation jamais vécue en France. Le modèle économique dominant porte une lourde part de responsabilité dans la privatisation rampante du système de santé et les économies qui lui ont été imposées : fermeture de lits, pénurie de personnel, bâtiments délaissés... Mais c'est surtout la perte de l'humain qui le caractérise. Pensé comme une charge, non quantifiable, il s'est traduit par ce que Daniel Cohen nomme un « capitalisme numérique » qui supprime les distances en valorisant les écrans. Déjà, le télétravail, la télé médecine, l'enseignement à distance préfigurent un monde sans contacts humain. Au-delà, note Benoît Hamon, « notre société s'est lourdement trompée en préférant les biens aux liens ». Les héros de notre époque, note-t-il, ne sont plus les énarques ou les polytechniciens, mais des anonymes, travailleurs invisibles, peu payés et mal considérés qui rendent la vie possible : aides-soignants, éboueurs, livreurs, caissières, logisticiens, fonctionnaires de catégorie C qui nourrissent une pauvreté invisible mais redoutable. La concentration de fait de la misère dans certains quartiers dits prioritaires de la politique de la ville rend toute mesure de confinement impossible pour des familles nombreuses qui vivent dans de petits appartements généralement sans balcon.

On pourrait discuter longtemps sur les conséquences sociales du néo libéralisme. « Plus jamais ça » proclament 18 responsables d'organisations syndicales, associatives et environnementales en appelant « au jour d'après ». Cette situation est surtout une formidable leçon d'humilité. Où l'on voit un des pays les plus riches du monde, doté d'un potentiel scientifique et médical de grande qualité, persuadé de ses immenses talents, devoir faire face aux besoins alimentaires de base de ses habitants les moins fortunés. La faiblesse, estime l'écrivain Italien Roberto Saviano, c'est de se croire invincible au moment où la vie intérieure retrouve un toit. En attendant l'ignorance et l'impuissance sont de retour. Les français s'étonnent des pénuries en matériel sanitaire et en personnel médical qui mettent les hôpitaux à rude épreuve.

Les vertus de l'inattendu

Dans ces moments si particuliers, on a pu observer que le confinement pouvait aussi montrer ses

vertus. On a pu en effet observer un retour inattendu de la nature dans les villes libérées de leurs encombrements. Des animaux sauvages ont pris possession de l'espace public, des mammifères marins ont été observés près des rivages ; les trottoirs se sont mis à fleurir. Le silence est revenu dans des lieux qui ne l'avaient jamais croisé.

Socialement, on a pu observer de nouveaux comportements d'entraide et de solidarité vis-à-vis des plus démunis. Les grandes associations caritatives (Secours populaire, Emmaüs, Secours Catholique, Croix Rouge Française, Banque alimentaire...) ont élargi leur périmètre d'intervention. De nouvelles structures ont été créées. Des collectifs se sont montés un peu partout : d'enseignants pour les écoles, de militaires pour les casernes, de soignants pour les hôpitaux. Le personnel médical a été remercié par des applaudissements tous les soirs à 20 heures. Les hôpitaux ont eu enfin des moyens pour fonctionner. L'appel aux dons a été entendu. Des colis alimentaires ont été préparés et distribués pour des populations spécifiques (Roms, SDF, étudiants) ou des quartiers paupérisés.

« La crise aura eu au moins la vertu de montrer ce que solidarité veut dire »

La banque alimentaire des Bouches-du-Rhône estime que la crise a multiplié par deux le nombre de précaires dans le département et fait appel aux dons pour pouvoir répondre à une demande croissante.

Au-delà de l'alimentation, les produits d'hygiène, les couches culottes et les masques protecteurs sont aussi très demandés. Le bénévolat a largement répondu à la situation sociale. La crise aura eu au moins la vertu de montrer ce que solidarité veut dire. On reparle du souci de l'autre, du retour de l'éthique du « care », de la multiplication de micro-solidarités qui s'expriment dans des lieux confinés. Le réseau Covid-Entraide regroupe 620 collectifs locaux. L'épidémie a mis en lumière des métiers que l'on dit petits mais qui répondent à des besoins essentiels en matière d'écoute et de bien-être. Les responsabilités individuelles et collectives se réveillent.

Relancer l'économie ou changer de système ?

Quoi qu'il en soit, il faut préparer la vie d'après. Si tout le monde estime qu'elle ne sera pas comme celle d'avant, beaucoup parlent néanmoins de relancer l'économie par les outils habituellement disponibles. Le patronat demande une augmentation du temps de travail, les syndicats réclament des meilleurs salaires, les français s'inquiètent pour leurs vacances d'été. Si une allocation des ressources plus juste est demandée, les outils classiques de la relance sont retenus. L'investissement productif, le commerce international, la demande en biens de consommation devraient faciliter la reprise comme les aides financières de l'État ou de l'Union pour financer un nouveau plan qui permettrait un bond en avant sans changer de logiciel. 90 patrons appellent à une mobilisation pour faire de la reprise économique un accélérateur de la transition écologique. Le plan d'aide française suit un schéma classique : la garantie de prêts octroyés aux entreprises, les reports des charges et des aides directes aux entreprises et aux ménages. Au 7 avril 2020, il représentait un engagement de 345 milliards d'€, soit 14% du PIB. D'autres, pourtant, voient dans les réponses à la crise une opportunité pour changer carrément de système. Le Pacte du pouvoir de vivre propose 15

mesures indispensables pour la fin du confinement. Elles impliquent un nouveau rôle reconnu à la puissance publique et une plus grande attention accordée à l'environnement¹.

La CFDT, par l'intermédiaire de Laurent Berger, demande une nouvelle répartition des richesses pour faire face à la crise par une contribution accrue des plus riches. Nicolas Hulot estime que le moment est venu de faire émerger un nouveau modèle et de débattre du revenu universel, de la revalorisation de métiers vitaux, de la question énergétique, de la crise climatique, les inégalités et la solidarité

De nombreux responsables souhaitent un retour de l'État et un approfondissement des politiques publiques Keynésiennes. C'est bien d'ailleurs ce qui se passe aujourd'hui avec les mesures prises pour aider les entreprises et accompagner les ménages. En définitive, nous devons retrouver le sens du bien commun. La santé en est un. Soumise aux lois du marché, elle a montré ses limites dans cette pandémie. Ouverte à la mondialisation, elle a accepté que la Chine devienne le premier pays fabricant de médicaments, l'Inde le deuxième. Les relocalisations d'entreprises reviennent à l'ordre du jour. Considérer l'impôt comme contribution à l'intérêt général et à la protection sociale et non

¹ Le Pacte du Pouvoir de Vivre : <https://www.pactedu-pouvoirdevivre.fr/15-tenir-une-conference-de-la-transformation-ecologique-et-sociale/> :

- Verser une aide exceptionnelle de solidarité de 250€ par mois et par personne aux ménages les plus en difficulté
- Créer un fonds national pour aider les locataires fragilisés par la crise à payer leurs loyers et leurs charges
- Mettre en œuvre le droit au logement pour qu'aucune personne sans domicile mise à l'abri pendant la période de confinement ne soit remise à la rue sans solution
- Revaloriser le montant du RSA et l'élargir aux jeunes de 18 à 25 ans
- Rendre obligatoires les protocoles d'accord de reprise du travail post-confinement dans les entreprises et administrations
- Renoncer à la réforme de l'assurance-chômage
- Prolonger les dispositifs d'exception pour l'accès aux soins
- Mettre en place des conditions d'accueil et d'intégration dignes pour les migrants et réfugiés

- Imposer une conditionnalité écologique et sociale à l'octroi d'aides publiques aux grandes entreprises
- Verser une prime pour les salariés des secteurs social, médico-social et sanitaire en première ligne et la mise en place dès à présent d'une Conférence nationale de l'investissement social
- Mettre en place un plan d'urgence pour développer l'utilisation du vélo lors du déconfinement et à plus long terme
- Mettre en place un fonds de soutien d'urgence dédié aux associations
- Accompagner les élèves et les étudiants en décrochage ou en difficulté scolaire
- Ne pas faire entrer dans le droit commun les décisions prises pendant l'état d'urgence sanitaire et revenir sur les décisions prises qui ont abaissé les règles environnementales
- Tenir une Conférence de la transformation écologique et sociale

pas comme un prélèvement serait déjà un grand pas en avant.

Fin de la mondialisation ?

Il est frappant de constater que si l'épidémie est mondiale (une pandémie), aucune politique supra nationale n'a été réfléchi ni mise en œuvre. Patrick Poncet et Olivier Vilaça remarquent que chaque État conduit sa propre politique sans trop se soucier de celle de ses voisins. Le monde est redevenu une somme de parties. Le multilatéralisme s'efface à tous les niveaux. Pour se protéger les frontières se ferment, le commerce international est fortement ralenti ou même abandonné. De nouvelles contraintes économiques ou sanitaires renferment les pays dans leurs frontières. Le président des États-Unis est un « unilatéraliste » confirmé dont le pays s'est retiré des traités internationaux.

« Cette crise est la première d'un monde post-américain »

La Chine occupe le vide créé par le retrait américain. Elle se présente comme le sauveur du multilatéralisme et ne se prive pas de promouvoir son système par tous les moyens ; la Russie aussi d'ailleurs. L'organisation mondiale de la santé est encadrée par les États. Selon Thomas Gomart, cette crise est la première d'un monde post-américain.

La place de l'Europe dans la lutte contre le virus est dérisoire. Aucune politique communautaire n'a été définie pour combattre un fléau responsable de millions de morts. L'Italie, premier pays touché, n'a pu obtenir aucun appui de l'Union. Les pays membres ont peu à peu fermé leurs frontières avec leurs voisins. Plusieurs pays, dont la France et l'Allemagne ont interdit l'exportation de masques et de matériel médical et en ont privé l'Italie malgré des besoins considérables. L'effondrement de l'économie Européenne conduit la banque centrale européenne à arrêter un plan de sauvetage de 7580 milliards d'€. Il faudra du temps pour que la présidente de la commission Européenne, Ursula von der Leyen, suspende le pacte de stabilité et autorise les États membres à aider leurs entreprises.

Mais le plus grave est dans les refus Allemand et Néerlandais de mutualiser la dette générée par le coronavirus. Le système des Coronabonds, auquel

les pays du sud tiennent beaucoup, ne verra pas le jour. L'Allemagne et les Pays Bas, soucieux d'orthodoxie financière, se sont toujours opposés à cette forme de partage. Jürgen Habermas, philosophe allemand, n'hésite pas à évoquer le passé national-socialiste de l'Allemagne et l'entêtement de la chancelière qui ne partage pas la même conception de l'Europe que celle du président français.

Pourtant l'historien Yuval Noah Harari a montré que la solidarité internationale était indispensable pour vaincre le covid-19. Constatant l'absence de toute coopération, antidote à l'épidémie, il voit dans cette situation une défiance des hommes les uns envers les autres, une défiance généralisée, ce qui n'est pas nouveau dans l'Histoire mais inquiétant dans le présent. Bill Gates milite pour une approche globale de la lutte contre le Covid-19 et propose aux grands de ce monde d'investir dans la santé des plus pauvres. Fermer ses frontières, c'est se priver de la richesse de la rencontre avec l'autre.

Changer pour survivre

La pandémie peut être l'occasion de prendre conscience de la fragilité du monde. Elle interroge sur les interactions entre environnement et santé et le rôle de la biodiversité dans sa propagation. Reflet d'une vision libérale de la santé publique, elle pourrait annoncer une « démocratie sanitaire » si la politique de la santé devient une affaire collective et n'est plus réservée aux hommes politiques et aux professionnels de la santé. Les philosophes s'expriment. Pour François Jullien, la crise nous invite à dépasser le caractère routinier de l'existence pour aborder une « seconde vie » que le confinement peut révéler dans l'occupation du temps libéré. Corine Pelluchon pense que « l'épidémie doit nous conduire à habiter autrement le monde » en prenant conscience de notre dépendance et de notre vulnérabilité. Elle nous confronte à la question du sens. Emanuelle Coccia constate que « la terre peut se débarrasser de nous avec la plus petite des créatures ». Le confinement est source d'angoisse. La disparition des rencontres, des repas partagés, des rites de l'amitié ferment la ville dans une économie domestique incertaine. Car toute vie est exposée à la vie des autres. Pour Edgar Morin, « cette crise devrait ouvrir nos esprits, depuis longtemps confinés sur

l'immédiat ». Car derrière elle, la course à la rentabilité, la numérisation de la société, une économie de flux tendus, le transfert aux marchés de l'organisation de services autrefois publics, il n'y a plus de réflexion stratégique sur un avenir commun.

« Ce discours ne peut pas convenir à la partie la plus précaire de la population, celle qui paie le plus lourd tribut à la pandémie »

Tous ces auteurs sont persuadés du caractère bénéfique de la crise si elle permet de prendre conscience de nos fragilités et de nous recentrer sur l'essentiel. Nous partageons ces analyses. Toutefois, ce discours ne peut pas convenir à la partie la plus précaire de la population, celle qui paie le plus lourd tribut à la pandémie. Les mesures de confinement amplifient les inégalités. L'arrêt de l'économie augmente la précarité et la transforme en pauvreté. Il est essentiel, à court terme, d'organiser des aides aux ménages et aux entreprises en difficulté pour faire face au virus. Mais il est primordial, à moyen terme, de mobiliser les enseignements de la crise pour jeter les bases d'une autre économie. Ce sera le retour de l'État Providence.

Pour un retour de l'État Providence

Dans la mesure où la santé de chacun dépend de la santé de tous, seul un service public de la santé peut, doté en matériel et en personnel des moyens nécessaires à son bon fonctionnement, nous permettre d'éviter une nouvelle catastrophe et de sauver des vies. La sortie du confinement exigera sans doute d'autres mesures contraignantes, mais indispensables. L'industrie française doit être reconvertie pour pouvoir produire du matériel médical et des médicaments ; mais aussi du matériel de dépistage, reconstituer les stocks, produire des masques et maintenir les mesures barrières.

Au-delà de l'urgence sanitaire l'injection de liquidités dans l'économie réelle, déjà engagée aussi bien au niveau national que communautaire, doit être poursuivie en évitant que ces capitaux ne se retrouvent sur des marchés spéculatifs. Il convient à ce titre, explique Gaël Giraud, d'interdire la

spéculation sur tous les titres des dettes publiques. Une politique active de l'emploi est aussi absolument nécessaire pour faire face au chômage attendu de la population active.

« Dans ce changement de paradigme, les collectivités territoriales et les partenaires sociaux ont une place particulière à occuper »

C'est probablement dans le secteur des services, de l'accompagnement, du soin, du « care » et de l'utilité sociale que la demande est la plus vive. La politique sociale enfin doit être renouvelée par une revalorisation des minimums sociaux, une augmentation générale des salaires et des pensions les plus faibles. Dans ce changement de paradigme, les collectivités territoriales et les partenaires sociaux ont une place particulière à occuper. Les premières car la crise a montré que c'est au niveau local que le changement se conduit. Les deuxièmes pour ne plus affronter une politique d'experts trop surs de leurs compétences pour imaginer pouvoir se tromper.

13 mai 2020
